

REUNION DU CONSEIL DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

Saint-Domingue, 28-29 janvier 2019

DISCOURS DE LOUNAS KACI

Front des Forces Socialistes, FFS, Algérie

Monsieur le Président du Conseil, Messieurs les Représentants de Partis membres

Chers camarades,

Le Front des Forces Socialistes, principal parti démocratique algérien d'opposition au régime algérien depuis sa création en 1963, qui a rejoint l'IS en 1992, tient tout d'abord à adresser ses salutations aux partis membres anciens et nouveaux de l'IS et à rendre un hommage appuyé aux Présidents successifs de l'IS et son secrétaire général Luis Ayala, pour le travail important accompli en défendant avec fermeté et constance les principes et valeurs de notre organisation sur le plan politique, social et environnemental. Ils ont toujours marqué leur solidarité au FFS dans son combat politique pour l'instauration de la démocratie, la protection des libertés fondamentales et des droits de l'homme en Algérie. Qu'ils reçoivent ici devant vous le témoignage de notre reconnaissance et de notre gratitude.

L'ordre du jour de notre Conseil reflète bien les thèmes d'actualité auxquels nous sommes confrontés à des degrés divers dans nos pays respectifs. Le FFS a retenu tout particulièrement trois sous thèmes qu'il souhaite voir développer dans nos débats : dans le 1^{er} thème, « **le développement durable** », dans le 2^{ème} thème **les droits de la personne humaine** » dans le 3^{ème} thème « **la démocratie** » qui constituent les trois piliers de la social démocratie dans le monde.

1. Le développement durable

Se basant sur les composantes fondamentales du développement durable à savoir : la protection de l'environnement, la croissance économique et l'équité sociale, le FFS considère que le développement humain durable est la composante fondamentale du développement durable. L'Homme doit être placé au cœur de cette problématique car il est le facteur déterminant de la durabilité de toutes les politiques d'environnement, de croissance économique et de justice sociale.

Vu sous cet angle, le développement ne peut être durable sans prise en charge de manière effective de la satisfaction des droits politiques, économiques, sociaux et culturels des populations.

Dans cette optique, la lutte pour sortir de la pauvreté le tiers des habitants de la planète, pour éradiquer la famine dans le monde, pour combattre le fléau des maladies contagieuses, pour apporter l'éducation primaire à tous, pour assurer l'alimentation en eau potable des populations, doivent constituer la priorité des priorités de l'IS et de ses programmes de coopération en s'appuyant sur les Objectifs du Développement Durable auxquels ont souscrits tous les gouvernements.

2. Droits de la personne humaine

Notre feu Président Hocine Aït Ahmed, fondateur du FFS, décédé il y a trois ans a consacré toute sa vie à la défense des droits de l'homme au niveau national, régional et international. Son combat, au cœur de notre projet politique, nous le poursuivons au quotidien en dénonçant toutes les violations des droits et libertés des citoyens tout en assurant la défense des militants condamnés injustement pour leur engagement aux côtés des citoyens réprimés.

Au nom de la lutte contre le terrorisme et de la sécurité nationale, de plus en plus de régimes autoritaires restreignent les libertés des citoyens et ne respectent plus les principes de l'Etat de droit et de la démocratie. Il faudra s'élever contre cette tendance nationaliste, extrémiste et populiste qui gagne du terrain et qui menace la coopération multilatérale et la paix dans le monde.

La corruption est un autre facteur qui porte atteinte aux droits de la personne humaine. Sachant que la corruption cause des dysfonctionnements et de mécontentements, détourne les ressources internes et l'aide publique au développement, décourage l'investissement et constitue la source principale de l'instabilité de nombreux pays, il est important que l'IS dénonce ce fléau qui gangrène les sociétés et appelle les gouvernements à prendre toutes les mesures nécessaires pour éradiquer ce phénomène qui trouve un terrain favorable avec la mondialisation.

On ne peut clore ce chapitre sans évoquer le problème des migrations internes et externes que seuls le traitement politique des conflits et un développement économique créateur d'emplois, sont en mesure de tarir la source de ce phénomène, en appelant la communauté internationale à y œuvrer au nom de la coopération et de la solidarité internationale. Le Pacte sur les migrations, bien que non contraignant est un pas positif dans cette direction.

3. La démocratie

La démocratie représentative est contestée y compris dans les pays qui connaissent une longue tradition dans ce domaine. La sociale démocratie est en retrait face à des mouvements populistes de gauche comme de droite et des régimes illibéraux, qui pour se maintenir, restreignent les libertés d'expression, de manifestation, d'association, et remettent en cause l'indépendance de la justice.

L'IS gagnerait à mettre en garde contre cette évolution qui, si elle devait se poursuivre mettrait en danger la paix dans le monde.

La gouvernance locale est un volet essentiel de la gouvernance nationale. Plusieurs facteurs méritent d'être pris en considération et encouragés par l'IS pour orienter l'action des gouvernements en appuyant :

- *la décentralisation et l'autonomie locale (administrative et financière)*
- *la coopération municipale internationale.*

En dépit d'un recul de la coopération multilatérale, il reste que des progrès tangibles ont été réalisés par les institutions du système des Nations Unies, l'agenda 2030 sur les Objectifs du développement durable, l'accord de Paris sur le Climat, le Pacte international sur les migrations et la série d'Actions pour le maintien de la paix en Afrique et au Moyen Orient.

Un dernier souhait, rendre le multilatéralisme plus inclusif avec des liens plus étroits avec la société civile et les organisations non gouvernementales, avec le soutien de l'IS.

Le FFS vous remercie de votre bienveillante attention.